

2 mois de grève et de lutte : les sans papiers de Chronoposte Alfortville

9 août 2019



Deux mois de grève et de lutte : Les travailleurs sans-papiers de Chronopost Alfortville attendent toujours des réponses !

Depuis le 11 juin, des dizaines de travailleurs sans papiers de Chronopost sont en lutte. Ils sont installés, avec des dizaines d'autres travailleurs sans-papiers, devant l'agence Chronopost d'Alfortville pour exiger leur régularisation, victimes d'un système de sous-traitance en cascade qui permet à Chronopost, filiale à 100% du groupe La Poste, de traiter ses colis à des coûts de production toujours plus bas.

Depuis le 11 juin, les travailleurs sans-papiers en lutte, avec le Collectif des Travailleurs Sans-Papiers de Vitry-sur-Seine, l'Union Syndicale Solidaires 94, l'Union Syndicale Solidaires, la fédération Sud PTT, l'union locale CGT d'Alfortville, la CGT du ministère du travail, ont multiplié les initiatives pour se faire entendre et exiger la satisfaction de leurs revendications légitimes : rassemblement devant la direction régionale de La Poste à Créteil, devant le siège national de Chronopost, devant la Direccte du Val de Marne, devant le siège de La Banque Postale à Paris, action au siège de mission Intérim...

Depuis le 11 juin de nombreux élu-e-s ont apporté leur soutien à la lutte des camarades de Chronopost : Christian Favier président du Conseil Départemental du Val-de-Marne et le groupe PCF, Mathilde Panot députée LFI, Sophie Taillé-Polian sénatrice Génération.s, Luc Carvounas député PS, Eric Coquerel député LFI, Anne-Sophie Pelletier députée européenne LFI, Michel Gerchinovitz maire PS d'Alfortville...

Des responsables nationaux d'organisations politiques ont aussi témoigné de leur soutien comme Philippe Poutou pour le NPA ou Nathalie Arthaud pour Lutte Ouvrière.

Depuis le 11 juin, la Direction du Groupe La Poste, comme celle de Chronopost, fuient leurs responsabilités en faisant semblant d'ignorer les pratiques de leurs sous-traitants dans leurs propres locaux, sur leurs lignes de production !

Le 2 juillet, après l'intervention du conseil Départemental et grâce à la médiation du député de la circonscription et du maire d'Alfortville, des délégués des salariés et les organisations qui les soutiennent rencontraient un représentant de la préfecture du Val-de-Marne.

Si aucun engagement ferme n'a été pris lors de cette rencontre, le représentant du préfet devait rendre compte des revendications et formuler des réponses. Depuis cette rencontre, aucune nouvelle de la préfecture...

Mais le silence assourdissant des dirigeants de la Poste et des représentants de l'Etat n'entame pas pour autant la détermination des camarades en lutte à gagner sur l'ensemble de leurs revendications !

Depuis le 11 juin, jour et nuit, par leur présence massive sur le piquet devant l'agence Chronopost, ils affirment leur exigence de voir leurs droits respectés :

- Par l'obtention des documents nécessaires à leur régularisation
- Par leur embauche en CDI à temps plein par La Poste ou Chronopost

Tout au long de l'été comme à la rentrée, des initiatives seront prises pour populariser cette lutte emblématique et maintenir la pression jusqu'à la satisfaction de l'ensemble des revendications !

Pour gagner, cette lutte pour le respect des droits et de la dignité des travailleurs, à Chronopost comme ailleurs, inscrite dans la durée doit s'appuyer sur les soutiens tant militants que financiers les plus larges.

Pour cela,

- Tous les passages sur le piquet, 2 chemin de Villeneuve Saint-Georges à Alfortville, à la rencontre des camarades en lutte sont importants ;

- Une cagnotte en ligne à été mise en place : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/7g90is1>

- Une pétition de soutien est également signable en ligne : <http://chng.it/XWfPjQyNBB>



06 29 82 52 96



01 44 62 12 00



01 43 77 06 42



09 87 53 87 56

Avec le soutien de l'union Locale CGT Alfortville-Maisons-Alfort, de la FSU 94, de la CGT-TEFP 94



- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article :
<https://solidaires.org/2-mois-de-greve-et-de-lutte-les-sans-papiers-de-Chronoposte-Alfortville>